

Pour l'école, ce sera très clairement ceinture !

ÉCOLE On évoque un effort cumulé de 300 millions

► Les chiffres peuvent encore bouger. Mais, à ce stade, on évoque, pour la Communauté française, un effort d'économie de 150 millions en 2015, et de 150 millions encore en 2016.

On entre dans le vif du sujet. Ces deux dernières semaines, les négociateurs PS et CDH, occupés à forger une coalition pour la Région wallonne et la Communauté française, ont tenté de fixer le « cadre budgétaire » de la prochaine législature.

Ce travail n'est pas fini. Il doit être affiné. Mais les négociateurs ont décidé d'entamer, en parallèle, la rédaction des accords de majorité proprement dits.

S'agissant de la Communauté, on va d'abord consulter. Ce lundi, en début d'après-midi, PS et CDH reçoivent les syndicats de l'enseignement et les pouvoirs organisateurs. Les associations de parents et les représentants de l'enseignement supérieur seront consultés mardi.

Les acteurs vont exposer leurs souhaits pour la législature.

L'état d'esprit ?

On a connu mieux...

Même s'ils ne sont pas encore définitifs, les chiffres qui circulent sont glaçants, en effet.

Pour la Communauté, on évoque un effort budgétaire de 150 millions pour l'année 2015 et un nouvel effort de 150 millions pour l'année 2016.

Cela paraît mesuré si l'on met ces 2 x 150 millions en regard du budget global de la Communauté (9 milliards, dont 7 environ pour l'enseignement).

Mais le budget communautaire est essentiellement absorbé par les salaires (à 85-90 %) et il est très difficile de le comprimer sans casse sociale.

Bref : ce n'est pas un cadre budgétaire, c'est un étai.

Et il faudra peu compter sur l'aide de la Région wallonne - on évoque, pour elle, des efforts valant (au moins) le double de ceux qui s'imposent à la Communauté. Encore une fois, ces chiffres sont officiels et ils peuvent encore bouger. Et dans l'entourage des présidents Magnette et Lutgen, on a refusé de nous les confirmer de façon explicite. Mais c'est tout comme : « *Écoutez, rien n'est encore fixé mais vous n'êtes pas loin.* »

Autant dire que les ordres de grandeur sont ceux là et que les acteurs de l'école sont d'ores et

déjà sur la défensive, singulièrement du côté syndical.

Ils sont d'autant plus tendus qu'ils ont l'impression, comme le dit Eugène Ernst (CSC), que le « *pouvoir semble préparer le terrain* ». Il fait allusion à un journal confrère, s'étonnant récemment que « *près d'un enseignement sur dix n'est pas présent en classe* » alors qu'il y a pénurie.

Le papier a hérisqué les syndicats, faisant observer que sur les 7.830 enseignants qui sont présentés comme ayant « *déserté* » l'école, 67 % (soit 5.246) sont en réalité en prépension (les fameuses DPPR) et 10 % (soit 783) sont détachés et travaillent dans un autre secteur. Voilà qui ramène le nombre d'absents à 1.801, calcule le SLFP, ce contingent recouvrant les malades, les congés de maternité, les victimes d'un accident de travail, etc.

Bref : Joan Lismont (Sel) parle de « *prof bashing* » et d'« *assauts* » visant à préparer l'opinion publique à accepter que le politique attaque le statut enseignant - ce qui reste du régime des DPPR, par exemple. Eugène Ernst ne dit rien d'autre et, comme ses collègues, se dit prêt à mobiliser ses troupes « *afin de rappeler aux partis leurs engagements électoraux* ». ■

PIERRE BOUILLON